

Source	Lectures
Date	23 février 2016
Signé par	Morgan KITZMANN

Partant de l'observation du fait stylisé selon lequel « chaque année, l'âge moyen des mères augmente » (p. 13) en France, Hippolyte d'Albis, Angela Greulich et Grégory Ponthière proposent une analyse économique du calendrier des naissances de plusieurs pays européens, avec un focus particulier sur les cas français et allemands. Ils tentent ainsi de répondre aux questions suivantes : le report des naissances va-t-il de pair avec une fécondité basse ? En d'autres termes, le *tempo* (moment auquel on a un enfant) a-t-il une incidence sur le *quantum* des naissances (le nombre d'enfants) ? Dans quelle mesure le niveau d'études et la stabilité de l'emploi sont-ils corrélés à des naissances plus tardives ? Pour ce faire, les trois auteur.e.s proposent un éclairage quantitatif à partir de données internationales, notamment la *Human Fertility Database* (HFD)<sup>1</sup> et l'enquête longitudinale européenne *European Survey of Income and Living Conditions* (EU SILC)<sup>2</sup>. Ils montrent au cours de ce travail que l'âge à la maternité est un marqueur social du niveau d'éducation de la mère et de sa position sur le marché du travail.

L'ouvrage présenté fait partie d'une série de volumes publiée par le Centre Pour la Recherche Economique et ses Applications (CEPREMAP), laboratoire qui a pour mission « d'assurer une interface entre le monde académique et les décideurs publics et privés » (p. 5). Cet opuscule ne déroge pas à la règle : il s'agit d'un travail qui se veut synthétique, pédagogique et dont l'un des objectifs est d'interroger et proposer des pistes d'orientations aux politiques familiales et pour l'emploi en s'appuyant sur des éléments empiriques robustes et des analyses économiques rigoureuses autour de cette question du report des naissances.

L'ouvrage déconstruit dans un premier temps le mythe selon lequel un report des naissances est forcément associé à une descendance finale basse. L'analyse des évolutions de la fécondité en France, au cours des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles permet de faire un premier constat : hausse des âges à la maternité et fécondité basse ne sont associées que chez les cohortes les plus récentes de l'analyse ; ce n'est pas le cas pour les générations qui précèdent. Cette absence de lien entre calendrier des naissances et fécondité se confirme lorsque l'on a recours à des indicateurs de type « cohorte » (qui permettent de dépasser les limites d'une analyse à partir d'indicateurs conjoncturels seulement). Somme toute, le recul de l'âge au premier enfant n'explique pas les faibles taux de fécondité.

Dans un second temps, les chercheur.e.s s'attèlent à identifier les déterminants du report des naissances et observent en particulier deux variables : d'une part le niveau d'éducation et d'autre part la stabilité de l'emploi. Le calendrier des naissances se révèle être un marqueur social de ces deux variables. En effet, les femmes au niveau d'éducation plus faible ont tendance à avoir un enfant plus tôt en moyenne que les femmes au niveau d'éducation élevé. On observe cependant une différence entre les

<sup>1</sup> Une description de la base de données est disponible à l'adresse suivante : <http://www.humanfertility.org/> (dernier accès le 12 février 2016).

<sup>2</sup> Une description de l'enquête est disponible à l'adresse suivante : <http://ec.europa.eu/eurostat/ft/web/microdata/european-union-statistics-on-income-and-living-conditions> (dernier accès le 23 février 2016).

pays à fécondité faible et les pays à fécondité forte (pays où les modes de garde à la petite enfance sont les plus développés) : le rattrapage, en termes de nombre d'enfants, des femmes les plus instruites par rapport aux femmes les moins instruites est plus limité dans les pays à fécondité faible ; cela explique en partie les différences de fécondité entre les pays européens. À noter également de fortes inégalités en termes de fécondité, au sein du groupe de femmes à faible niveau d'éducation (notamment dans les pays à forte fécondité) : si elles ont une descendance finale plus élevée que les femmes plus éduquées, elles ont également une probabilité plus grande de se retrouver sans enfant. Sur la question de l'emploi, l'analyse montre que les femmes ayant un emploi stable ont tendance à avoir un enfant plus tôt que les femmes ayant un emploi instable.

À l'aune des résultats obtenus, les auteur.e.s interrogent les politiques familiales, ainsi que leurs fondements normatifs. La déconnexion soulignée entre calendrier des naissances et taux de fécondité invite à regarder d'un œil critique des politiques natalistes qui s'appuieraient sur des mesures cherchant à avancer les naissances au cours du cycle de vie ou qui viseraient à « faire du chiffre » (les auteur.e.s questionnant le niveau optimal de fécondité). Les auteur.e.s insistent ainsi davantage sur l'importance de politiques qui ne désincitent pas à la poursuite d'études d'une part et qui permettent une meilleure conciliation travail-famille d'autre part. Cette réflexion s'inscrit dans un soutien plus global de mesures favorisant un libre choix des individus, car « toutes les conceptions de la vie bonne méritent d'être poursuivies » (p. 110). On ne peut que saluer l'effort de pédagogie de cet ouvrage, malgré sa technicité. Tout le long de l'analyse, les auteur.e.s s'appliquent à y expliciter le plus clairement possible leurs hypothèses et leurs méthodes, et s'attachent à vulgariser autant que faire se peut les concepts, théories et outils qu'ils mobilisent. L'ouvrage n'en perd pas pour autant en concision. Par ailleurs, il faut noter que si la dernière partie explore des aspects normatifs de la question de recherche, les auteur.e.s ne s'affranchissent pas pour autant d'une rigueur argumentaire, montrant notamment les limites que pose une telle approche.

On pourra néanmoins regretter que l'ouvrage s'intéresse, certes au calendrier des naissances, mais uniquement d'un point de vue féminin – ce que font également d'autres travaux sur le sujet<sup>3</sup>. Les grands absents de cette analyse sont donc les pères dont on aurait pu penser que les caractéristiques en termes de niveau d'éducation et de statut professionnel ont une influence également sur le calendrier des naissances.

On notera que les auteur.e.s se focalisent uniquement sur deux dimensions que sont l'emploi et l'éducation. Il s'agit là d'un choix assumé et discuté. Hippolyte d'Albis, Angela Greulich et Grégory Ponthière ne manquent pas d'évoquer des déterminants qu'ils n'ont pas pris en compte dans leur analyse : notamment les préférences des individus et les normes sociales, plus difficiles à quantifier. On pourrait pourtant évoquer d'autres paramètres encore, comme par exemple, la stabilité conjugale<sup>4</sup>. Par ailleurs, si les auteur.e.s reviennent longuement en fin d'ouvrage sur les différentes politiques en matière d'allocation parentales, de congés parentaux et de modes de conciliation travail-famille (i.e. modes de garde à la petite enfance), ils n'évoquent pas du tout la place des solidarités familiales. On peut pourtant penser que ces dernières ont plus ou moins d'importance selon les pays en ce qui concerne la prise en charge des

---

<sup>3</sup> Ní Bhrolcháin Máire et Beaujouan Eva, « Fertility postponement is largely due to rising educational enrolment », *Population Studies*, Vol. 66, No. 3, Août 2012, p. 311-372

<sup>4</sup> Charton Laurence, « Du désir d'enfant à la première et deuxième naissance », in Arnaud Régner-Loilier (dir.), *Portraits de famille. L'enquête Etude des relations familiales et intergénérationnelles*, Paris, Les éditions de l'Ined, 2009, p. 365-396

jeunes enfants et la participation des femmes au marché du travail<sup>5</sup>.

Ces critiques n'enlèvent rien à la qualité de cet ouvrage pédagogique dans sa forme et rigoureux dans ses analyses qui rompt avec la croyance répandue selon laquelle le report des naissances est corrélé avec une fécondité basse. Les auteur.e.s montrent que le calendrier des naissances est un marqueur social du niveau d'éducation et de la stabilité de l'emploi et plaident en faveur de politiques qui ne découragent pas les femmes à la poursuite d'études, mais qui permettent au contraire aux individus de réaliser leurs projets de vie : par exemple en leur permettant d'articuler leurs ambitions de carrière avec leurs projets familiaux.

---

<sup>5</sup> Sur le lien entre stratégies reproductives et implications des proches (grands-parents), on peut par exemple évoquer : Thomese Fleur et Liefbroer Aart C., « Child Care and Child Births: The Role of Grandparents in the Netherlands », *Journal of Marriage and Family*, Vol. 75, Avril 2013, p. 403-421 et sur le lien entre garde informelle et participation des mères au marché du travail : Aassve Arnstein, Arpino Bruno et Goisis Alice, « Grandparenting and mother's labour force participation: a comparative analysis using the generations and gender survey », *Demographic Research*, Vol. 27, Juillet 2012, p. 53-84